

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Après Paris, Toulouse veut aussi son école d'économie

Portée sur les fonds baptismaux par le gouvernement il y a un mois à peine, l'école d'économie de Paris n'en finit pas d'alimenter les controverses. Ce regroupement des grands laboratoires d'économie parisiens (l'ancien Institut Jourdan et l'université Paris-I) suscitait déjà l'hostilité des présidents d'université, qui voient dans ces nouveaux « campus de recherche » thématiques des concurrents déloyaux à leurs propres regroupements – les pôles de recherche. L'annonce a, en outre, piqué au vif les autres centres de recherche en économie. Et notamment les toulousains de l'Idéi et du Gremaq, fers de lance en France de la recherche en économie industrielle et habitués des premières places dans les palmarès internationaux. Les deux laboratoires mettent en ce moment même la dernière main à un projet concurrent baptisé Toulouse School of Economics (ou Toulouse Sciences Economiques) qui n'attend plus que l'aval du conseil scientifique de leur université de rattachement, Toulouse-I. Avec en tête les mêmes ambitions que leur consœur parisienne : concurrencer la très prestigieuse London School of Economics sur le marché mondial des jeunes cerveaux et des meilleurs enseignants. Pour ce faire, les Toulousains veulent transformer leur école doctorale déjà atypique (70 % des 200 jeunes chercheurs formés sont étrangers, et les cours sont en anglais...) en véritable lieu d'enseignement accueillant 350 étudiants, dès la licence (bac + 3). « Pour être visibles dans la compé-

tion internationale, il nous faut créer un véritable réseau. Nous voulons donc constituer un vivier d'étudiants capables aussi bien de travailler en entreprise que de devenir chercheurs », estime Marc Ivaldi, cofondateur du projet.

Dotation de 10 millions d'euros

Y a-t-il assez de place pour deux écoles d'économie en France ? « Certainement. Paris nous ouvre même un boulevard, car nous n'osions pas forcément revendiquer auparavant ce lien très fort avec les entreprises au sein de l'Idéi », martèle Marc Ivaldi. A condition, toutefois, que la compétition ne se joue uniquement pas sur le terrain de la doctrine : Toulouse a en effet la réputation d'être d'obédience libérale alors que l'école parisienne sera dirigée Thomas Piketty, un proche de DSK. Reste à savoir, surtout, si le gouvernement est prêt à se montrer aussi généreux avec la deuxième école qu'avec la première, qui a reçu l'engagement de percevoir 10 millions d'euros par an. Certes, Toulouse va se doter, comme Paris, d'un statut de fondation qui lui permettra de recueillir des fonds privés. Elle compte bien, dans cette optique, se servir de la « carte de visite » de l'Idéi (qui vit de ses nombreux contrats de recherche avec les entreprises). Mais l'école, veut également sa « part du gâteau » dans le futur projet de loi recherche. Le président de Toulouse-I, Henri Roussillon, espère ainsi obtenir une dotation de départ de 10 millions d'euros. Réponse bientôt à Matignon.

LAURENCE ALBERT